

Un maçon en politique : Camille Chautemps (1885-1963)

Jacques Bernot

DANS **CHRONIQUES D'HISTOIRE MAÇONNIQUE 2021/1 N° 87**, PAGES 76 À 83
ÉDITIONS **GRAND ORIENT DE FRANCE**

ISSN 0240-7418

DOI 10.3917/chm.087.0076

Date de mise en ligne : 19/01/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-chroniques-d-histoire-maconnique-2021-1-page-76?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Grand Orient de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



PORTRAIT

Un maçon en politique :
Camille Chautemps (1885-1963)¹
par Jacques BERNOT

Camille Chautemps est aujourd'hui oublié et, d'une certaine façon, cela vaut mieux pour lui, pourrait-on dire. Peu d'hommes ont été haïs puis méprisés autant que lui dans notre histoire où il incarne - qu'on le veuille ou non - le défaitisme de 1940. Pour autant, alors que quatre-vingts ans se sont écoulés depuis cette date tragique, le moment semble venu de faire, en quelque sorte, justice, de tenter d'établir une vérité, par-delà tous les témoignages et toutes les accusations.

Au départ, toutes les fées républicaines semblent s'être penchées sur son berceau. Né en 1885, il est issu d'une de ces grandes familles radicales de la Troisième République. Les Chautemps viennent des Alpes où ils appartenaient à la paysannerie. Son père, médecin d'origine, est successivement député, sénateur, ministre. Son oncle Alphonse est député puis sénateur. Son frère aîné est député. Il est, à la Belle Époque, une sorte de petit prince de la Troisième République devant qui tout cède rapidement. Ses débuts professionnels - il devient avocat à Tours -, comme politiques sont favorisés par sa famille. Son appartenance à la franc-maçonnerie aussi. Il est initié à la loge des *Démophiles* à Tours et va progresser semble-t-il rapidement dans les grades.

Il se marie tôt et a trois enfants de cette première union dont il y a peu à dire. Le personnage privé de Camille est sympathique : très intelligent, souriant sous la moustache, conciliant, il est aussi, malgré sa constitution mince, un sportif amateur de rugby et de ski alpin.

La Première Guerre mondiale vient anéantir les espoirs de cette famille à qui tout souriait. Camille, au départ réformé, est conduit à s'engager,

¹ Cette conférence vise à contextualiser la carrière maçonnique de Chautemps. Pour les détails concernant celle-ci, voir l'entrée « Chautemps » dans : *Encyclopédie de la Franc-maçonnerie* (dir. Éric Saunier), p. 144-145.

malgré tout, dès 1914, et part vers le front, laissant femme et enfants. Un frère cadet est tué très vite au combat. Puis, le frère aîné, ancien député, trouve une mort glorieuse en 1915. Camille se retrouve sur la sinistre butte de Vauquois où le combat par les mines fait rage. Il y contracte un début de tuberculose qui lui vaut d'être définitivement réformé en 1916.

Rendu à la vie civile et à son métier d'avocat, il entre au conseil municipal de Tours où la mort du maire entraîne sa désignation comme maire en 1919. Or, Tours se trouve être, depuis 1917, le quartier général d'une partie du corps expéditionnaire envoyé par les États-Unis pour soutenir leurs alliés français. Camille Chautemps se révèle un excellent maire, actif, entreprenant et un habile interlocuteur pour les Américains. Son œuvre sociale dans cette ville est vite reconnue.

Ce succès conduit aussi, dès 1919, à son élection comme député d'Indre-et-Loire, à un siège que son oncle Alphonse – qui devient sénateur – lui a opportunément abandonné. Les débuts en politique sont modestes et Camille Chautemps s'attache à ne traiter que des sujets qui intéressent directement son électorat : la viticulture, les chemins de fer, la lutte contre la prostitution, les pensions des blessés de guerre, les libertés des collectivités locales. Ce positionnement pragmatique lui vaut d'être rapidement remarqué au sein de la classe politique et Édouard Herriot, ténor du parti radical, le prend comme poulain. Il figure parmi ceux que la presse appelle « les enfants d'Édouard ».

Cette haute protection vaut à Camille Chautemps, en 1924, sa réélection comme député puis une brillante nomination comme ministre de l'intérieur. C'est l'époque du Cartel des Gauches. Le voici place Beauvau, derrière le bureau de Cambacérès, et il s'y montre d'emblée habile, notamment pour conduire efficacement une politique de confrontation à la mouvance catholique et à ses diverses institutions. Mais, en ces Années folles, les difficultés économiques et sociales s'accumulent. Les reconstructions rendues indispensables par les dommages causés par la Grande Guerre tardent ; les pensions des blessés et veuves de guerre pèsent lourd sur le budget ; la population vieillit en raison du déficit des naissances. Un mécontentement et une frustration sourdent. Il s'ensuit une instabilité politique et parlementaire forte. Les gouvernements se succèdent, sans parvenir à résoudre les difficultés. Camille Chautemps participe ainsi à diverses équipes ministérielles, à des postes qui peuvent varier comme,

brièvement, la justice ou l'instruction publique mais, le plus souvent, au ministère de l'intérieur. Il devient ainsi un spécialiste de la carte électorale et des compositions ministérielles, mais aussi de la police des cultes, le combat pour la laïcité demeurant une importante préoccupation.

Les élections de 1928 ne lui sont pourtant pas favorables et il est battu dans l'Indre-et-Loire. Qu'à cela ne tienne ! Après avoir repris brièvement sa carrière d'avocat, il parvient à se faire élire, peu après, comme député dans le Loir-et-Cher. Il quitte alors les *Démophiles* de Tours pour la loge des *Enfants de Rabelais* à Chinon.

Son parcours politique s'accélère. Chautemps est nommé une première fois président du Conseil en 1930 mais une chose est de former une équipe - ce que son habileté de négociateur lui permet -, autre chose est de s'imposer à une majorité parlementaire et de gouverner. Il n'y parvient pas et est balayé au bout d'un mois.

L'année 1931 est peut-être aussi celle d'un bouleversement sur le plan de l'affiliation maçonnique. Chautemps quitte le Grand-Orient pour s'affilier à la loge *La République* relevant de la Grande loge de France.

Réélu député en 1932, le revoici ministre de l'intérieur et il lui faut bientôt prendre en charge les nombreux immigrés juifs qui fuient l'Allemagne devenue nazie en 1933. Il lui faut aussi contrôler les agissements des ligues d'extrême droite qui s'en prennent au régime républicain jugé trop faible.

Les circonstances vont conduire à sa désignation une seconde fois comme chef du Gouvernement, en novembre 1933. Mais son action va, presque aussitôt, être entravée par l'explosion d'un scandale sans précédent : l'affaire « Stavisky ». Stavisky est un escroc qui a eu maille à partir avec la justice mais a toujours réussi à s'en tirer grâce à des appuis politiques. L'opinion découvre que ces appuis ont été notamment procurés par des députés radicaux soutiens du gouvernement et, peut-être aussi, par un procureur général qui se trouve être le propre beau-frère de Camille Chautemps. Après quoi, Stavisky est retrouvé mort dans un chalet des Alpes. Les ligues accusent bientôt les radicaux de l'avoir fait liquider. Chautemps démissionne et, paradoxalement, redevient aussitôt ministre. Atisé par les ligues et la presse, l'écœurement de l'opinion est total et se transforme en colère. Une manifestation monstre a lieu le 6 février 1934

dans le centre de Paris, avec de nombreux blessés. La haine se déchaîne contre Chautemps. Celui-ci quitte le gouvernement mais n'en reste pas moins un des chefs du parti radical, et il parvient même à se faire élire sénateur du Loir-et-Cher en 1935.

L'inusable Chautemps finit d'ailleurs par revenir au gouvernement, en janvier 1936, dans l'équipe d'Albert Sarraut Mais - si l'on ose dire - ce n'est pas très glorieux car, dès le mois de mars, c'est ce gouvernement qui cède, sous la pression britannique, dans l'affaire de la remilitarisation de la Rhénanie par l'Allemagne nazie. Les troupes d'Hitler occupent en effet la Rhénanie alors que cette zone était garantie démilitarisée par les traités sanctionnant la Première Guerre mondiale. Ni la Grande-Bretagne ni la France ne se résolvent à intervenir.

Les élections de 1936 sont suivies de la formation d'une nouvelle majorité, dite de Front populaire, qui regroupe socialistes et radicaux, mais aussi les communistes. Les premiers forment le gouvernement, sous la conduite de Léon Blum, avec Camille Chautemps comme vice-président du conseil et le soutien sans participation des communistes. En dépit de l'importante œuvre sociale de ce gouvernement (congés payés, législation sur le travail, premières conventions collectives) ou peut-être à cause d'elles, les difficultés économiques apparaissent vite : inflation, déficit budgétaire. Par ailleurs, la guerre civile qui sévit en Espagne empoisonne nos relations diplomatiques et pèse sur la sécurité dans les départements pyrénéens.

Tout cela conduit à la formation d'un troisième gouvernement « Chautemps » en juin 1937 mais toute la difficulté est de faire accepter une politique de modération de la dépense publique par une majorité de gauche. Paradoxalement, ce gouvernement très faible va être le plus long assumé par Chautemps. C'est aussi l'époque où il crée la SNCF, ce qui n'est pas rien.

Reconduit dans ses fonctions de chef du gouvernement au début de 1938, dans un quatrième cabinet « Chautemps », il se heurte à l'impossibilité de faire triompher une véritable majorité, les communistes faisant défaut. Cela le conduit à démissionner en mars 1938. Par coïncidence, l'Allemagne hitlérienne profite de ces mêmes journées pour se lancer dans une annexion (*Anschluss*) de l'Autriche. Empêtrée dans l'alternance gouvernementale, privée du soutien britannique une nouvelle fois, la France est contrainte d'accepter ce nouvel état de fait.

Désormais, Chautemps – qui n’est plus, politiquement, que l’ombre de lui-même - va constamment faire partie du gouvernement jusqu’en juillet 1940 mais jamais en situation de décideur. Il semble subir les événements successifs. Au sein de la franc-maçonnerie, il est alors violemment contesté pour son lâchage de l’Espagne républicaine et il doit solliciter l’arbitrage du grand-maître du Grand Orient, Arthur Groussier. Il conservera beaucoup de rancœur contre les pressions subies alors.

La guerre est déclarée en juillet 1939. Pour Chautemps c’est l’échec de quinze années de vie politique. Ses deux fils sont mobilisés : comment ne craindrait-il pas, pour eux, le sort funeste de ses frères pendant le précédent conflit ?

Chautemps est chargé de superviser l’accueil des réfugiés. Ce n’est pas une mince affaire pendant la Drôle-de-Guerre mais cela s’avère quasi-impossible à partir de mai 1940, avec l’exode des populations Belges et du nord de la France devant l’avance allemande qui semble surprendre, par sa rapidité, les autorités françaises.

Curieusement, cette période est, sur le plan privé, l’occasion d’une paternité tardive pour Chautemps. Une petite fille lui naît, dans ces jours de la fin mai 1940, de son remariage avec une pianiste de concert. Cette naissance ne sera pas sans influence sur la façon de penser et de réagir du ministre pendant les terribles journées qui vont suivre.

Décidément, l’avance allemande est irrésistible. Le gouvernement doit quitter Paris pour Tours. Voici Chautemps sur les routes de la Touraine, si familières pour lui depuis tant d’années, en ce bel été. Mais la progression ennemie se poursuit, inexorable, et il faut quitter Tours pour Bordeaux.

Chautemps fait partie de ceux qui estiment qu’il faut mettre fin aux souffrances du peuple français et de l’armée. Il ignore tout du sort de ses deux fils. Il a ce nourrisson qui le suit dans tous ses déplacements. Avant de quitter la Touraine, il rencontre brièvement le maréchal Pétain. Que se disent les deux hommes ? Nous l’ignorons. Chautemps assurera toujours qu’ils n’ont fait qu’échanger des politesses mais qui peut croire que, dans la débâcle, l’ancien président du Conseil et le maréchal aient pu en rester là ?

À Bordeaux la situation est affreuse : les Britanniques sont rentrés depuis une décade dans leurs îles. Les États-Unis veulent bien livrer du matériel mais refusent d'envoyer le moindre soldat en renfort. La France est seule, tragiquement. Que faire ? Les chefs militaires – Weygand et Pétain – repoussent toute idée de capitulation de l'armée. Dans la soirée du 15 juin, Chautemps apprend par des télégrammes préfectoraux les bombardements, à Blois comme à Tours. Il est atterré. Il songe à ses malheureux électeurs. Au conseil des ministres, Chautemps suggère alors qu'un contact soit pris par des intermédiaires (les États-Unis ou le Saint-Siège) pour rechercher à quelles conditions les Allemands accepteraient de conclure un armistice. Cette suggestion a pour effet de diviser en deux le gouvernement : d'un côté une douzaine de ministres favorables à la recherche d'un armistice ; de l'autre, les autres ministres, favorables à une résistance à outrance, soit dans le « réduit » breton, soit par un repli des pouvoirs publics en Afrique du Nord. Face à cette division, le chef du gouvernement Paul Reynaud remet sa démission au président de la République, Albert Lebrun.

Dans la nuit du 16 juin, le président Lebrun nomme le maréchal Pétain président du Conseil. S'illusionnant sur ses capacités de persuasion, Chautemps accepte, pour sa part, de faire partie du gouvernement. Ce choix lui sera reproché plus tard.

Dans l'immédiat, l'armistice est demandé, aux terribles conditions que chacun connaît. Puis le gouvernement quitte Bordeaux pour Vichy où il s'installe. Chautemps suit mais plus comme un figurant que comme un acteur. Son rôle est nul et la nouvelle équipe, très antiparlementariste, le lui fait sentir. C'est alors que le maréchal Pétain qui le reçoit l'avertit que son appartenance maçonnique le dessert et qu'il lui faudrait prendre ses distances avec la politique. Il lui offre de lui confier une mission diplomatique informelle, en Amérique-du-sud. Après quoi les pleins pouvoirs sont votés en faveur du maréchal, pour modifier la constitution. L'État français s'installe, hostile aux politiciens du précédent régime, surtout lorsqu'ils sont francs-maçons. Chautemps ne s'oppose pas à l'annonce des premières mesures anti-maçonniques. Cela lui sera reproché et certains, s'appuyant sur des témoignages comme celui du député Paul Ramadier ou de la journaliste Louise Weiss, parlent même de trahison. Chautemps sent qu'il lui faut partir.

Après une première tentative d'entrée en Espagne par Cerbère qui échoue, il parvient à s'embarquer avec sa femme et son bébé sur un cargo mixte

pour Oran, en Algérie. Là, l'accueil est frais. Il parvient ensuite à passer au Maroc où il s'embarque sur un petit bateau de pêche qui le conduit, après bien des tempêtes, à Lisbonne, au Portugal. Là, sa mission finit par être redéfinie par Pétain qui consent à ce que Chautemps se retire aux États-Unis où l'ancien ministre parvient en novembre 1940.

Chautemps va se maintenir à Washington, sous couvert de sa mission officieuse, jusqu'en septembre 1941. Ce fait lui sera également reproché plus tard. À partir de ce moment, il rompt sa correspondance avec Pétain et cesse de recevoir toute rémunération de l'État français. Les difficultés matérielles ne tardent pas et, pour subvenir aux besoins de sa famille, il accepte de rédiger des notes de synthèse pour le compte des services de renseignements américains. Il tente, en vain, de se rallier à la France libre mais est repoussé avec mépris par le général de Gaulle.

Le bombardement de Pearl-Harbour par l'aviation japonaise et l'entrée en guerre des États-Unis modifient, à partir de la fin de 1942, la donne. Dans ce nouveau cadre, Chautemps, ancien président du conseil, constitue une carte dans le jeu américain vis-à-vis de la France, même si c'est une carte modeste. Roosevelt, qui partage son engagement maçonnique et l'agacement que lui inspire le comportement altier du général de Gaulle à Londres, apprécie vivement l'intelligence de Chautemps. Les choses durent ainsi jusqu'à l'été 1944 et le général de Gaulle gardera pour toujours une forte prévention contre Chautemps.

La libération de la France, à partir d'août 1944, et le rétablissement de la souveraineté française sont rapidement suivis de la poursuite de tous ceux suspectés d'avoir contribué à la défaite en 1940 et au soutien du régime de Vichy. Chautemps est de ceux-là. Mis en accusation devant la Haute Cour de Justice de la République, en avril 1947, il refuse de revenir en France et demeure sous protection américaine avec sa famille. La juridiction le condamne à cinq ans de prison, à l'indignité nationale et à la confiscation de ses biens. Il demeure, dès lors, aux États-Unis, vivant pauvrement, aidé par sa famille et par quelques amis. Sa femme en est réduite à ouvrir une boutique de modiste.

Le temps apaise ensuite, peu à peu, les esprits. En 1953, une loi d'amnistie est votée et le président de la République, René Coty amnistie Chautemps

l'année suivante. Ce dernier refuse pourtant de regagner la France. Il se maintiendra jusqu'au bout aux États-Unis. Il y meurt en 1963.

Au final, quel jugement porter sur ce personnage ? C'est une question difficile.

Sa famille, et notamment ses fils - tous deux héros de la France libre (l'un dans la deuxième D.B. et l'autre dans l'aviation) - ont toujours estimé que la condamnation de leur père en 1947 n'avait pas été juste.

L'examen des pièces du procès de la Haute Cour permet d'avancer que la condamnation repose sur peu de faits puisque le recours à l'armistice n'est pas entré en ligne de compte. Il lui fut surtout reproché d'avoir contribué à démoraliser la population en cautionnant, par son aura républicaine, un pouvoir à tendance fasciste. La participation pendant quinze jours au gouvernement Pétain puis la mission informelle effectuée aux frais de l'État français jusqu'en 1941 justifiaient-elles une telle sévérité ?

Mais la responsabilité de Chautemps devant l'Histoire- comme celle de bien d'autres dirigeants français, à très peu d'exceptions près, entre janvier 1923 - date de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises sur l'ordre du gouvernement « Poincaré » - et le vote de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, c'est d'avoir milité, pendant quinze ans, comme ses amis politiques, pour une stratégie strictement défensive au nom du souhait « *plus jamais ça !* » que proféraient les Français dans leur masse. Or, qui pouvait demander autre chose après les désastres de la Grande Guerre ?

Quelques sources sur la question maçonnique :

Cara Monique, Cara Jean-Marc et De Jodde Marc *Dictionnaire universel de la Franc-Maçonnerie*, Paris, Larousse

Pierrat Emmanuel *Les Francs-maçons et le pouvoir*, First, 2017, 320 p.

Pierrat Emmanuel *Les Francs-Maçons sous l'Occupation*, Albin Michel, 2016, 368 p.